Gazzetta Ufficiale

DEL REGNO D'ITALIA

Anno 1897 — Roma — Lunedì 27 Dicembre — Numero 299

DIREZIONE *in Via Larga nel Palazzo Baleani* | **Si pubblica in Roma tutti i giorni non festivi.** | **AMMINISTRAZIONE** *in Via Larga nel Palazzo Baleani*

Abbonamenti

In Roma, presso l'Amministrazione: anno L. 32; semestre L. 17; trimestre L. 9
» a domicilio e nel Regno: » » 36; » » 19; » » 10
Per gli Stati dell'Unione postale: » » 80; » » 41; » » 22
Per gli altri Stati si aggiungono le tasse postali.
Gli abbonamenti si prendono presso l'Amministrazione e gli Uffici postali; decorrono dal 1° d'ogni mese.

Inserzioni

Atti giudiziarii . . . . L. 0.25 } per ogni linea o spazio di linea.
Altri annunzi . . . . » 0.30 }
Dirigere le richieste per le inserzioni esclusivamente alla *Amministrazione della Gazzetta*
Per le modalità delle richieste d'inserzioni vedansi le avvertenze in testa al foglio degli annunzi.

*Un numero separato in Roma cent. **10** — nel Regno cent. **15** — arretrato in Roma cent. **20** — nel Regno cent. **30** — all'Estero cent. **35***
Se il giornale si compone d'oltre 16 pagine, il prezzo si aumenta proporzionatamente.

SOMMARIO

PARTE UFFICIALE

PARTE UFFICIALE

CAMERA DEI DEPUTATI

UFFICI DI QUESTURA

Avviso.

I concorrenti per la costruzione della nuova Aula del Palazzo del Parlamento sono avvisati che, in conformità all'art. 9 del Programma di concorso, potranno presentare i relativi progetti, contrassegnati del loro nome, all'Ufficio di Presidenza della Camera — Direzione di Questura — fino alla mezzanotte del 31 dicembre corr., e che i progetti che venissero presentati, trascorso tale limite di tempo, verranno respinti.

Il Direttore capo-divisione degli Uffici di Questura
F. CARUSO.

Si pregano le Direzioni dei Giornali di dare pubblicità al presente avviso. 3

LEGGI E DECRETI

Il Numero **517** *della Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno, contiene il seguente decreto:*

UMBERTO I

per grazia di Dio e per volontà della Nazione

RE D'ITALIA

Visto l'art. V dello Statuto fondamentale del Regno;

Sentito il Consiglio dei Ministri;

Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato per gli Affari Esteri;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Articolo unico.

Piena ed intera esecuzione è data all'atto ed alla dichiarazione addizionale alla convenzione di Berna del 9 settembre 1886 per la tutela della proprietà letteraria ed artistica, atto e dichiarazione firmati a Parigi il 4 maggio 1896, e le cui ratifiche vennero ivi scambiate il 9 settembre 1897.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Monza, addì 21 novembre 1897.

UMBERTO.

VISCONTI VENOSTA.

Visto, *Il Guardasigilli*: G. ZANARDELLI.

UNION INTERNATIONALE
POUR LA PROTECTION
DES ŒUVRES LITTÉRAIRES ET ARTISTIQUES

ACTE ADDITIONNEL
du 4 Mai 1896
MODIFIANT LES ARTICLES 2, 3, 5, 7, 12, 20
DE LA CONVENTION DU 9 SEPTEMBRE 1886
ET LES NUMÉROS 1 ET 4 DU PROTOCOLE DE CLÔTURE Y ANNEXÉ

SA MAJESTÉ L'EMPEREUR D'ALLEMAGNE, ROI DE PRUSSE, AU NOM DE L'EMPIRE ALLEMAND; SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES; SA MAJESTÉ LE ROI D'ESPAGNE, EN SON NOM, SA MAJESTÉ LA REINE RÉGENTE DU ROYAUME; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE; SA MAJESTÉ LA REINE DU ROYAUME-UNI DE LA GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE, IMPÉRATRICE DES INDES; SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE; SON ALTESSE ROYALE LE GRAND-DUC DE LUXEMBOURG; SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE PRINCE DE MONACO; SON ALTESSE LE PRINCE DE MONTÉNÉGRO; LE CONSEIL FÉDÉRAL DE LA CONFÉDÉRATION SUISSE; SON ALTESSE LE BEY DE TUNIS, également animés du désir de protéger d'une manière toujours plus efficace et plus uniforme les droits des auteurs sur leurs œuvres littéraires et artistiques, ont résolu de conclure un Acte additionnel à la Convention signée à Berne le 9 septembre 1886, concernant la création d'une Union internationale pour la protection desdites œuvres, et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir:

SA MAJESTÉ L'EMPEREUR D'ALLEMAGNE, ROI DE PRUSSE:

S. Exc. M. Paul REICHARDT, Conseiller intime actuel, Directeur au Département des Affaires étrangères;

S. Exc. M. le Professeur D.r Otto DAMBACH, Conseiller intime actuel;

M. le D.r Franz Hermann DUNGS, Conseiller intime, Conseiller rapporteur au Département de la Justice;

M. Félix VON MÜLLER, Conseiller de l'Ambassade d'Allemagne à Paris.

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES:

M. le Baron Auguste d'ANETHAN, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Sa Majesté les Roi des Belges près le Gouvernement de le République française.

M. Jules DE BORCHGRAVE, Secrétaire de la Chambre des représentants;

M. le Chevalier Édouard DESCAMPS, Membre de l'Académie royale de Belgique, Sénateur.

SA MAJESTÉ CATHOLIQUE LE ROI D'ESPAGNE, EN SON NOM SA MAJESTÉ LA REINE RÉGENTE DU ROYAUME:

M. le Marquis DE NOVALLAS, Premier Secrétaire de l'Ambassade d'Espagne à Paris.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE:

M. Charles DE SAULCE DE FREYCINET, Membre de l'Académie française, Sénateur;

M. Henri MARCEL, Ministre plénipotentiaire, Sous-Directeur des Affaires commerciales au Ministère des Affaires étrangères;

M. Charles LYON-CAEN, Membre de l'Institut, Professeur à la Faculté de droit de Paris;

M. Eugène POUILLET, Bâtonnier de l'Ordre des avocats;

M. Louis RENAULT, Professeur à la Faculté de droit de Paris, Jurisconsulte du Ministère des Affaires étrangères.

SA MAJESTÉ LA REINE DU ROYAUME-UNI DE LA GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE, IMPÉRATRICE DES INDES:

M. Henry HOWARD, Ministre plénipotentiaire à l'Ambassade de Sa Majesté Britannique à Paris;

Sir Henry G. BERGNE, Chef du Département commercial et sanitaire au Foreign Office.

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE:

M. le Commandeur Luigi ROUX, Docteur en droit, ancien Député;

M. le Chevalier Georges POLACCO, Premier Secrétaire de l'Ambassade d'Italie à Paris.

SON ALTESSE ROYALE LE GRAND-DUC DE LUXEMBOURG:

M. Henri VANNERUS, Chargé d'affaires du Luxembourg à Paris.

SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE PRINCE DE MONACO:

M. Hector DE ROLLAND, Conseiller d'État, Avocat général près le tribunal supérieur de Monaco;

M. Louis MAYER, Chef du Cabinet de S. A. S. le Prince de Monaco.

SON ALTESSE LE PRINCE DE MONTÉNÉGRO:

M. Henri MARCEL, Ministre plénipotentiaire, Sous-Directeur des Affaires commerciales au Ministère des Affaires étrangères de France.

LE CONSEIL FÉDÉRAL DE LA CONFÉDÉRATION SUISSE:

M. Charles-Édouard LARDY, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de la Confédération Suisse près le Gouvernement de la République Française.

SON ALTESSE LE BEY DE TUNIS:

M. Louis RENAULT Professeurs à la Faculté de droit de Paris.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Article premier.

La CONVENTION INTERNATIONALE du 9 septembre 1886 est modifiée ainsi qu'il suit:

I. — *Article 2.* Le premier alinéa de l'article 2 aura la teneur suivante:

« **Les auteurs ressortissant à l'un des pays de l'Union, ou leurs ayants cause, jouissent, dans les autres pays, pour leurs œuvres, soit non publiées, soit publiées pour la première fois dans un de ces pays, des droits que les lois respectives accordent actuellement ou accorderont par la suite aux nationaux.** »

Il est, en outre, ajouté un cinquième alinéa ainsi conçu:

« **Les œuvres posthumes sont comprises parmi les œuvres protégées.** »

II. — *Article 3.* L'article 3 aura la teneur suivante:

« **Les auteurs ne ressortissant pas à l'un des pays de l'Union, mais qui auront publié ou fait publier, pour la première fois, leurs œuvres littéraires ou artistiques dans l'un de ces pays, jouiront,** pour ces œuvres, de la **protection accordée par la Convention** de **Berne et par le présent Acte additionnel.** »

III. — *Article 5.* Le premier alinéa de l'article 5 aura la teneur suivante:

« **Les auteurs ressortissant à l'un des pays de l'Union, ou leurs ayants cause, jouissent,** dans les autres pays, **du droit exclusif de faire ou d'autoriser la traduction de leurs œuvres pendant toute la durée du droit sur l'œuvre originale. Toutefois, le droit exclusif de traduction cessera d'exister lorsque l'auteur n'en aura pas fait usage dans un délai de dix ans à partir de la première publication de l'œuvre originale,** en publiant ou **en faisant publier, dans un des pays** de l'Union, une **traduction dans la langue pour laquelle la protection sera réclamée** ».

IV. — *Article 7.* L'article 7 aura la teneur suivante:

« **Les romans-feuilletons, y compris** les nouvelles, **publiés dans les journaux ou recueils** périodiques d'un des **pays de l'Union, ne pourront être reproduits, en original ou en traduction, dans les autres pays,** sans l'autorisation **des auteurs ou de leurs ayants** cause.

« **Il en sera de même pour** les autres articles de **journaux ou de recueils périodiques, lorsque les auteurs ou éditeurs auront expressément** déclaré, dans le journal

ou le recueil même où ils les auront fait paraître, qu'ils en interdisent la reproduction. Pour les recueils, il suffit que l'interdiction soit faite d'une manière générale en tête de chaque numéro.

« A défaut d'interdiction, la reproduction sera permise à la condition d'indiquer la source.

« En aucun cas, l'interdiction ne pourra s'appliquer aux articles de discussion politique, aux nouvelles du jour et aux *faits divers*. »

V. — *Article 12.* L'article 12 aura la teneur suivante:

« Toute œuvre contrefaite peut être saisie par les autorités compétentes des pays de l'Union où l'œuvre originale a droit à la protection légale.

« La saisie a lieu conformément à la législation intérieure de chaque pays. »

VI. — *Article 20.* Le deuxième alinéa de l'article 20 aura la teneur suivante:

« Cette dénonciation sera adressée au Gouvernement de la Confédération Suisse. Elle ne produira son effet qu'à l'égard du pays qui l'aura faite, la Convention restant exécutoire pour les autres pays de l'Union. »

Article 2.

Le PROTOCOLE DE CLÔTURE annexé à la Convention du 9 septembre 1886 est modifié ainsi qu'il suit:

I. — *Numéro 1.* Ce numéro aura la teneur suivante:

« 1. Au sujet de l'article 4, il est convenu ce qui suit:

« A. — Dans les pays de l'Union où la protection est accordée non seulement aux plans d'architecture, mais encore aux œuvres d'architecture elles-mêmes, ces œuvres sont admises au bénéfice des dispositions de la Convention de Berne et du présent Acte additionnel.

« B. — Les œuvres photographiques et les œuvres obtenues par un procédé analogue sont admises au bénéfice des dispositions de ces actes, en tant que la législation intérieure permet de le faire, et dans la mesure de la protection qu'elle accorde aux œuvres nationales similaires.

« Il est entendu que la photographie autorisée d'une œuvre d'art protégée jouit, dans tous les pays de l'Union, de la protection légale, au sens de la Convention de Berne et du présent Acte additionnel, aussi longtemps que dure le droit principal de reproduction de cette œuvre même, et dans les limites des conventions privées entre les ayants droit ».

II. — *Numéro 4.* Ce numéro aura la teneur suivante:

« 4. L'accord commun prévu à l'article 14 de la Convention est déterminé ainsi qu'il suit:

« L'application de la Convention de Berne et du présent Acte additionnel aux œuvres non tombées dans le domaine public dans leur pays d'origine au moment de la mise en vigueur de ces actes aura lieu suivant les stipulations y relatives contenues dans les Conventions spéciales existantes ou à conclure à cet effet.

« A défaut de semblables stipulations entre pays de l'Union, les pays respectifs règleront, chacun pour ce qui le concerne, par la législation intérieure, les modalités relatives à l'application du principe contenu dans l'article 14.

« Les stipulations de l'article 14 de la Convention de Berne et du présent numéro du Protocole de clôture s'appliquent également au droit exclusif de traduction, tel qu'il est assuré par le présent Acte additionnel.

« Les dispositions transitoires mentionnées ci-dessus sont applicables en cas de nouvelles accessions à l'Union. »

Article 3.

Les Pays de l'Union qui n'ont point partecipé au présent Acte additionnel seront admis à y accéder en tout temps sur leur demande. Il en sera de même pour les Pays qui accéderont ultérieurement à la Convention du 9 septembre 1886. Il suffira, à cet effet, d'une notification adressée par écrit au Conseil fédéral Suisse, qui notifiera à son tour cette accession aux autres Gouvernements.

Article 4.

Le présent Acte additionnel aura même valeur et durée que la Convention du 9 septembre 1886.

Il sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Paris dans la forme adoptée pour cette Convention, aussitôt que faire se pourra, et au plus tard dans le délai d'une année.

Il entrera en vigueur, trois mois après cet échange, entre les Pays qui l'auront ratifié.

EN FOI DE QUOI, les Plénipotentiaires respectifs l'ont signé et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait en un seul exemplaire à Paris, le 4 mai 1896.

(*L. S.*) Signé: REICHARDT.
(*L. S.*) Signé: OTTO DAMBACH.
(*L. S.*) Signé: FRANZ HERMANN DUNGS.
(*L. S.*) Signé: VON MÜLLER.
(*L. S.*) Signé: B.on D'ANETHAN.
(*L. S.*) Signé: JULES DE BORCHGRAVE.
(*L. S.*) Signé: Ch.er DESCAMPS.
(*L. S.*) Signé: Marquis DE NOVALLAS.
(*L. S.*) Signé: C. DE FREYCINET.
(*L. S.*) Signé: H. MARCEL.
(*L. S.*) Signé: CH. LYON-CAEN.
(*L. S.*) Signé: EUG. POUILLET.
(*L. S.*) Signé: L. RENAULT.
(*L. S.*) Signé: HENRY HOWARD.
(*L. S.*) Signé: H. G. BERGNE.
(*L. S.*) Signé: LUIGI ROUX.
(*L. S.*) Signé: G. POLACCO.
(*L. S.*) Signé: VANNERUS.
(*L. S.*) Signé: H. DE ROLLAND.
(*L. S.*) Signé: LOUIS MAYER.
(*L. S.*) Signé: H. MARCEL.
(*L. S.*) Signé: LARDY.
(*L. S.*) Signé: L. RENAULT.

UNION INTERNATIONALE
POUR LA PROTECTION
DES OEUVRES LITTÉRAIRES ET ARTISTIQUES

DÉCLARATION
INTERPRÉTANT CERTAINES DISPOSITIONS DE LA CONVENTION DE BERNE
du 9 septembre 1886
et de l'acte additionnel signé à Paris le 4 mai 1896

Les Plénipotentiaires soussignés de l'Allemagne, de la Belgique, de l'Espagne, de la France, de l'Italie, du Luxembourg, de Monaco, du Monténégro, de la Norvège, de la Suisse et de la Tunisie, dûment autorisés à cet effet par leurs Gouvernements respectifs, sont convenus de ce qui suit, en ce qui concerne l'interprétation de la Convention de Berne du 9 septembre 1886 et de l'Acte additionnel de ce jour:

1° Aux termes de l'article 2, alinéa 2 de la Convention, la protection assurée par les actes précités dépend uniquement de l'accomplissement, dans le pays d'origine de l'œuvre, des conditions et formalités qui peuvent être prescrites par la législation de ce pays. Il en sera de même pour la protection des œuvres photographiques mentionnées dans le n. 1, lettre B, du Protocole de clôture modifié.

2° Par œuvres *publiées*, il faut entendre les œuvres

éditées dans un des pays de l'Union. En conséquence, la représentation d'une œuvre dramatique ou dramatico-musicale, l'exécution d'une œuvre musicale, l'exposition d'une œuvre d'art, ne constituent pas une *publication* dans le sens des actes précités.

3° La transformation d'un roman en pièce de théâtre, ou d'une pièce de théâtre en roman, rentre dans les stipulations de l'article 10.

Les pays de l'Union qui n'ont point participé à la présente Déclaration seront admis à y accéder en tout temps, sur leur demande. Il en sera de même pour les Pays qui accéderont, soit à la Convention du 9 septembre 1886, soit à cette Convention et à l'Acte additionnel du 4 mai 1896. Il suffira, à cet effet, d'une notification adressée par écrit au Conseil fédéral Suisse, qui notifiera à son tour cette accession aux autres Gouvernements.

La présente Déclaration aura même valeur et durée que les actes auxquels elle se rapporte.

Elle sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Paris dans la forme adoptée pour ces actes, aussitôt que faire se pourra, et au plus tard dans le délai d'une année.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait en un seul exemplaire, à Paris, le 4 mai 1896.

(*L. S.*) Signé : Reichardt.
(*L. S.*) Signé : Otto Dambach.
(*L. S.*) Signé : Franz Hermann Dungs.
(*L. S.*) Signé : Von Müller.
(*L. S.*) Signé : B.on D'Anethan.
(*L. S.*) Signé : Jules de Borchgrave.
(*L. S.*) Signé : Ch.er Descamps.
(*L. S.*) Signé : Marquis De Novallas.
(*L. S.*) Signé : C. De Freycinet.
(*L. S.*) Signé : H. Marcel.
(*L. S.*) Signé : Ch Lyon-Caen.
(*L. S.*) Signé : Eug. Pouillet.
(*L. S.*) Signé : L. Renault.
(*L. S.*) Signé : Luigi Roux.
(*L. S.*) Signé : G. Polacco.
(*L. S.*) Signé : Vannerus.
(*L. S.*) Signé : H. De Rolland.
(*L. S.*) Signé : Louis Mayer.
(*L. S.*) Signé : H. Marcel.
(*L. S.*) Signé : F. Bætzmann.
(*L. S.*) Signé : Lardy.
(*L. S.*) Signé : L. Renault.

Il Numero 522 della Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno, contiene il seguente decreto :

UMBERTO I

per grazia di Dio e per volontà della Nazione

RE D'ITALIA

Viste le leggi 4 dicembre 1879, n. 5168 (serie 2ª), 2 marzo 1884, n. 1958 (serie 3ª), e 28 giugno 1891, n. 351 sulla reintegrazione dei gradi militari perduti per causa politica e sulla concessione di assegni vitalizî a titolo di ricompensa nazionale ;

Visti i Reali decreti 18 gennaio 1880, n. 5246 e 5247 (serie 2ª) ;

Sulla proposta dei Nostri Ministri Segretari di Stato per gli Affari del Tesoro, della Guerra e della Marina ;

Abbiamo decretato e decretiamo :

Bernardi Vincenzo, Ispettore Macchinista nel Corpo del Genio navale è nominato membro della Commissione permanente per l'esecuzione delle citate leggi 4 dicembre 1879, 2 marzo 1884 e 28 giugno 1891 in sostituzione dell'Ispettore nel Corpo stesso, Micheli Alfredo.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 2 dicembre 1897.

UMBERTO.

L. Luzzatti.
Pelloux.
B. Brin.

Visto, *Il Guardasigilli :* G. Zanardelli.

Il Numero 523 della Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno, contiene il seguente decreto :

UMBERTO I

per grazia di Dio e per volontà della Nazione

RE D'ITALIA

Veduto il Messaggio in data del 2 dicembre 1897, col quale l'Ufficio di Presidenza della Camera dei Deputati notificò essere vacante il Collegio elettorale di Cossato (Novara 5°) ;

Veduto l'articolo 80 del testo unico della legge elettorale politica, approvata con Regio decreto 28 marzo 1895 n. 83;

Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato per gli Affari dell'Interno, Presidente del Consiglio dei Ministri ;

Abbiamo decretato e decretiamo :

Il Collegio elettorale di Cossato (Novara 5°) è convocato pel giorno 23 gennaio 1898, affinchè proceda alla elezione del proprio Deputato.

Occorrendo una seconda votazione, essa avrà luogo il giorno 30 detto mese.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 26 dicembre 1897.

UMBERTO.

Rudinì.

Visto, *Il Guardasigilli:* G. Zanardelli.

Il Numero 524 della Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno, contiene il seguente decreto :

UMBERTO I

per grazia di Dio e per volontà della Nazione

RE D'ITALIA

Veduto il Messaggio in data del 1° dicembre 1897, col quale l'Ufficio di Presidenza della Camera dei Depu-

tati notificò essere vacante il Collegio elettorale di Forlì (Forlì 1°);

Veduto l'articolo 80 del testo unico della legge elettorale politica, approvata col Regio decreto 28 marzo 1895 n. 83;

Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato per gli Affari dell'Interno, Presidente del Consiglio dei Ministri;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Il Collegio elettorale di Forlì (Forlì 1°) è convocato pel giorno 23 gennaio 1898, affinchè proceda alla elezione del proprio Deputato.

Occorrendo una seconda votazione, essa avrà luogo il giorno 30 detto mese.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 26 dicembre 1897.

UMBERTO.

RUDINÌ.

Visto, *Il Guardasigilli:* G. ZANARDELLI.

Il Numero 525 della Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno, contiene il seguente decreto:

UMBERTO I

per grazia di Dio e per volontà della Nazione

RE D'ITALIA

Veduto il Messaggio in data del 2 dicembre 1897, col quale l'Ufficio di Presidenza della Camera dei Deputati notificò essere vacante il Collegio elettorale di Pietrasanta (Lucca 5°);

Veduto l'articolo 80 del testo unico della legge elettorale politica, approvata con Regio decreto 28 marzo 1895 n. 83;

Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato per gli Affari dell'Interno, Presidente del Consiglio dei Ministri;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Il Collegio elettorale di Pietrasanta (Lucca 5°) è convocato pel giorno 23 gennaio 1898, affinchè proceda alla elezione del proprio Deputato.

Occorrendo una seconda votazione, essa avrà luogo il giorno 30 detto mese.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 26 dicembre 1897.

UMBERTO.

RUDINÌ.

Visto, *Il Guardasigilli:* G. ZANARDELLI.

La Raccolta Ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene i seguenti Regi decreti, sotto il numero a caduno preposto ed emanati:

Sulla proposta del Ministro dell'Interno e di Agricoltura, Industria e Commercio;

N. CCCLXXIV. (Dato a Monza il 13 ottobre 1897), col quale si trasforma parzialmente il Monte frumentario di Nicosia in Cassa di prestanze agrarie e si approva lo Statuto che dovrà governarla.

Sulla proposta del Ministro dell'Interno:

N. CCCLXXV. (Dato a Monza il 6 novembre 1897), col quale si erigono in Ente morale le pie fondazioni Butteri-Rolandi Lorenzo e Ruffini Pietro, si concentrano queste insieme ai legati Bracchieri Giuseppe e Carlo Bracchieri nella Congregazione di Carità di Viguzzolo; si affida alla Congregazione stessa anche la erogazione delle rendite dei lasciti Andrea Carpani, Francesco Carpani, Giuseppe Bracchieri, Luigi Bastita e Giovanni Grillo, l'amministrazione dei quali con R. decreto 16 aprile 1874 era già stata data a quella Congregazione.

Sulla proposta del Ministro dell'Interno e di Agricoltura, Industria e Commercio:

N. CCCLXXVI. (Dato a Monza il 21 novembre 1897), col quale il Monte frumentario di Savoca è stato trasformato in Opera pia elemosiniera e questa è stata concentrata nella Congregazione di Carità del luogo.

Sulla proposta del Ministro dell'Interno:

N. CCCLXXVII. (Dato a Monza il 27 novembre 1897), con cui il lascito Giovannardi per la fondazione in Fusignano di un Ospizio per vecchie povere invalide, viene eretto in Ente morale e ne viene approvato lo Statuto organico.

Sulla proposta del Ministro di Grazia e Giustizia e dei Culti:

N. CCCLXXVIII. (Dato a Roma il 2 dicembre 1897), col quale viene approvato lo Statuto organico della fondazione per la Biblioteca del tribunale di Aosta, costituita in Ente morale col Regio decreto 12 giugno 1897, n. CLXIII.

MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA E DEI CULTI

Disposizioni *fatte nel personale dipendente dal Ministero di Grazia, Giustizia e dei Culti:*

Con decreti Ministeriali del 16 dicembre 1897:

Luccini comm. Gaetano, procuratore generale presso la Corte di appello di Venezia, è temporaneamente applicato al ministero di grazia e giustizia e dei culti, a decorrere dal 18 corrente mese.

Zegretti cav. Raffaele, capo sezione nel ministero di grazia e giustizia e dei culti, è applicato al Gabinetto del guardasigilli per esercitarvi le funzioni di segretario particolare.

Con Regi decreti del 27 settembre 1897, registrati alla Corte dei conti il 27 ottobre e 10 novembre 1897:

Zavattaro cav. Tancredi, segretario di ragioneria nel ministero di grazia e giustizia e dei culti, con l'annuo stipendio di lire 3850, compreso l'aumento del decimo per compiuto sessennio, è nominato segretario di ragioneria di 1ª classe, nel ministero stesso, con l'annuo stipendio di lire 4000.

Maldacea cav. Francesco, archivista nel ministero di grazia e giustizia e dei culti, con l'annuo stipendio di lire 3500, è nominato segretario di 2ª classe di ragioneria nel ministero stesso coll'attuale stipendio di lire 3500.

Con Regi decreti del 2 dicembre 1897, registrati alla Corte dei conti il 10 detto mese,

Rottondo cav. Evasio, segretario di 1ª classe nella carriera amministrativa del Ministero di grazia e giustizia e dei culti, è nominato capo sezione di 2ª classe nella carriera medesima, con l'annuo stipendio di lire 4500.

Nozzoli cav. Guido, segretario di 2ª classe nella carriera amministrativa del Ministero di grazia e giustizia e dei culti, è promosso alla 1ª classe, con l'annuo stipendio di lire 4000.

Alessandroni Luigi, vice segretario di 2ª classe nella carriera amministrativa del Ministero di grazia e giustizia e dei culti, è promosso alla 1ª classe, con l'annuo stipendio di lire 2500, nei termini dell'articolo 4° del Regio decreto 31 agosto 1897, n. 407.

Disposizioni *fatte nel personale della Direzione Generale del Fondo Culto.*

Con Regi decreti del 9 e 16 dicembre 1897:

Nel personale della Direzione generale suddetta sono state fatte le seguenti disposizioni:

Monti cav. Carlo, direttore capo di divisione di carriera amministrativa coll'annuo stipendio di lire 6,000, è promosso allo stipendio di lire 7,000.

Tobone cav. Agostino, capo sezione di carriera di ragioneria, coll'annuo stipendio di lire 5,000, è collocato a riposo a sua domanda, con effetto dal 1° gennaio 1898, per comprovati motivi di salute, ai termini dell'art. 1, lettera *b*, del testo unico della legge sulle pensioni civili e militari ed è ammesso a far valere i suoi diritti per il conseguimento della pensione a sensi di legge.

Ayra cav. Carlo, segretario di carriera amministrativa con l'annuo stipendio di lire 4000, oltre lire 400 per aumento sessennale, è, per comprovati motivi di salute, collocato a riposo ai termini degli articoli 1, lett. *b* e 4 del testo unico della legge sulle pensioni civili e militari, ed è ammesso a far valere i suoi diritti per il conseguimento della pensione che potrà spettargli a sensi di legge, con effetto dal 1° gennaio 1898.

Disposizioni *fatte nel personale dell'Amministrazione giudiziaria:*

Con decreto Ministeriale del 18 novembre 1897, registrato alla Corte dei Conti il 18 dicembre 1897:

Sono promossi dalla 2ª alla 1ª categoria dal 1° novembre 1897, con lo stipendio di lire 3900:

Travaglini Isidoro, giudice del tribunale di Napoli.
Bocelli Francesco, giudice del tribunale di Roma.
Marotta Michele, giudice del tribunale di Lucera.
Maineri Giuseppe, giudice del tribunale di Genova.
Canubi Rodolfo, giudice del tribunale di Saluzzo.
Sabatini Giovanni, giudice del tribunale di Frosinone.
Babbini Galileo, giudice del tribunale di Lucca.
Addeo Enrico, giudice del tribunale di Napoli.

Con Regio decreto del 9 dicembre 1897, sentito il Consiglio dei Ministri:

Landi cav. Achille, consigliere della Corte d'appello di Milano, è nominato presidente di sezione della Corte d'appello di Venezia, con l'annuo stipendio di lire 9000.

Con Regi decreti del 9 dicembre 1897:

Vigani Carlo, presidente del tribunale civile e penale di Pavullo, è tramutato a Bozzolo, a sua domanda.

Daviso cav. Ernesto, vice presidente del tribunale civile e penale di Catania, è nominato presidente del tribunale civile e penale di Trapani, con l'annuo stipendio di lire 5000.

Combi Girolamo, vice presidente del tribunale civile e penale di Roma, è nominato presidente del tribunale civile e penale di Grosseto, con l'annuo stipendio di lire 5000.

Palmieri Giovanni, vice presidente del tribunale civile e penale di Roma, è nominato presidente del tribunale civile e penale di Teramo, con l'annuo stipendio di lire 5,000.

Riccardi Francesco, vice presidente del tribunale civile e penale di Palermo, è nominato presidente del tribunale civile e penale di Chieti, con l'annuo stipendio di lire 5000.

Massari Filippo, giudice del tribunale civile e penale di Napoli, è nominato vice presidente del tribunale civile e penale di Roma, con l'annuo stipendio di lire 4500.

Morgante Tullio, giudice del tribunale civile e penale di Padova, è nominato vice presidente del tribunale civile e penale di Roma, con l'annuo stipendio di lire 4500.

Mercuri Raffaele, giudice del tribunale civile e penale di Nicastro, è nominato vice presidente del tribunale civile e penale di Catania, con l'annuo stipendio di lire 4500.

De Feo cav. Nicola, giudice del tribunale civile e penale di Roma, con l'incarico dell'istruzione dei processi penali, è nominato vice presidente del tribunale civile e penale di Palermo, con l'annuo stipendio di lire 4500.

Mango Carlo, giudice del tribunale civile e penale di Napoli, è tramutato a Roma, col suo consenso, ed è ivi incaricato dell'istruzione dei processi penali, con l'annua indennità di lire 400.

Con R. decreto del 9 dicembre 1897:

Pezzella Pasquale, pretore del 1° mandamento di Bari, è tramutato al 4° mandamento di Napoli.

Con decreto Ministeriale del 12 dicembre 1897:

Scarabeo Giovanni, uditore al tribunale civile e penale di Isernia, dimissionario dalla carica per non aver preso possesso nel termine di legge, è nuovamente nominato uditore, ed è destinato al tribunale civile e penale di Isernia.

Con Regi decreti del 16 dicembre 1897:

Tonini comm. Antonio, presidente della Corte d'appello di Aquila, è collocato a riposo, a sua domanda, nei termini dell'art. 1 lettera *a*, del testo unico delle leggi sulle pensioni civili e militari, dal 5 dicembre 1897, e gli è conferito il titolo e grado onorifico di primo presidente di Corte di cassazione.

Dalla Rosa cav. Enrico, consigliere della Corte d'appello di Venezia, è collocato a riposo, a sua domanda, nei termini dell'art. 1, lett. *a*, del testo unico delle leggi sulle pensioni civili e militari, dal 1° gennaio 1898, e gli è conferito il titolo e grado onorifico di presidente di sezione di Corte di appello.

De Francesco Luigi, sostituto procuratore del Re presso il tribunale civile e penale di Ancona, è nominato procuratore del Re presso il tribunale civile e penale di Vigevano, con l'annuo stipendio di lire 5000.

Bozzi Giuseppe, sostituto procuratore del Re presso il tribunale civile e penale di Roma, è nominato procuratore del Re presso il tribunale civile e penale di Voghera, con l'annuo stipendio di lire 5000.

Rotigni Vincenzo, giudice del tribunale civile e penale di Ber-

gamo, è collocato a riposo, a sua domanda, nei termini dell'art. 1, lettera *a*, del testo unico delle leggi sulle pensioni civili e militari, dal 1° gennaio 1898, e gli è conferito il titolo e grado onorifico di vice presidente di tribunale.

Casazza Emilio, giudice del tribunale civile e penale di Trapani, è tramutato a Castrovillari, lasciandosi vacante un posto presso il tribunale civile e penale di Trapani per l'aspettativa del giudice Rizzo Alfonso.

Azara Ettore, aggiunto giudiziario presso la Regia procura del tribunale di Cagliari, è richiamato al precedente suo posto presso la Regia procura di Sassari, rimanendo così revocato il Regio decreto 20 novembre 1897, che lo riguarda.

Con Regi decreti del 19 dicembre 1897:

Sommariva Bassano, consigliere presso la sezione di Corte di appello in Perugia, è tramutato a Venezia, a sua domanda.

Sabatini Tito, consigliere presso la Corte d'appello di Cagliari, è tramutato alla sezione di Corte d'appello in Perugia, col suo consenso

Stanzani Augusto, pretore della pretura urbana di Bologna, è nominato sostituto procuratore del Re presso il tribunale civile e penale di Ancona, con l'annuo stipendio di lire 3400.

Gattamelata Silvio, pretore del mandamento di Gargnano, è tramutato al mandamento di Bagnolo Mella.

Bagnoli Pietro, pretore del mandamento di Rimini, è tramutato alla pretura urbana di Bologna.

Magnavacchi Giuseppe, pretore del mandamento di Macerata Feltria, è tramutato al mandamento di Rimini.

Boggiani Achille, pretore del mandamento di Camporgiano, è tramutato al mandamento di Gallicano.

Milano Ernesto, pretore del mandamento di Ischia, è tramutato al mandamento di Sora.

Canzano Gaetano, pretore del mandamento di Sora, è tramutato al mandamento d'Ischia.

D'Aquino Michele, pretore del mandamento di San Mauro Forte, è tramutato al mandamento di Avigliano.

Azzariti Giovanni, pretore del mandamento di Bovino, è tramutato al mandamento di Apricena.

Di Gennaro Augusto, pretore del mandamento di Apricena, è tramutato al mandamento di Bovino.

Malavasi Carlo, pretore del mandamento di Pergola, è tramutato al mandamento di San Ginesio.

Dudreville Giuseppe, pretore del mandamento di Aviano, è tramutato al mandamento di Sarzana.

Girotti Vincenzo, pretore del mandamento di Orvinio, è tramutato al mandamento di Arcevia.

Grazioli Giulio, pretore del mandamento di Casola Valsenio è tramutato al mandamento di Guarcino.

Casimo Giuseppe, pretore del mandamento di Palazzolo Acreide, è tramutato al mandamento di Montalbano d'Elicona.

Tallarico Nicola, pretore del mandamento di Strongoli, è collocato, a sua domanda, in aspettativa per motivi di salute per un mese dal 1° dicembre 1897, con l'assegno della metà dello stipendio, lasciandosi per lui vacante lo stesso mandamento di Strongoli.

Elmi Elmo, pretore già titolare del mandamento di Bibbiena, in aspettativa per motivi di salute, dal 1° gennaio 1897, è confermato, a sua domanda, nell'aspettativa medesima per altri quattro mesi, dal 1° gennaio 1898, con l'assegno della metà dello stipendio, lasciandosi per lui vacante il mandamento di Norcia.

Polini Michele, pretore del mandamento di Belvedere Marittimo, in aspettativa per motivi di salute dal 16 novembre 1897, è confermato, a sua domanda, nell'aspettativa medesima per un altro mese dal 16 dicembre 1897, con l'assegno del terzo dello stipendio, lasciandosi per lui vacante lo stesso mandamento di Belvedere Marittimo.

Contarini Francesco, pretore del mandamento di Pietramelara, in aspettativa per motivi di salute dal 20 ottobre 1897, è richiamato in servizio dal 20 dicembre 1897, ed è destinato allo stesso mandamento di Pietramelara.

Casamassimi Rodrigo, uditore destinato ad esercitare le funzioni di vice pretore nel mandamento di Montalbano d'Elicona, con incarico di reggere l'ufficio in mancanza del titolare, è tramutato al mandamento di Cesarò, con lo stesso incarico.

Paoletti Angelo, uditore, destinato ad esercitare le funzioni di vice pretore nel 3° mandamento di Roma, è tramutato al mandamento di Montalto delle Marche, con incarico di reggere l'ufficio in mancanza del titolare.

Alabiso Filippo, uditore destinato ad esercitare le funzioni di vice pretore nel mandamento di Girgenti, è tramutato al mandamento di Alia, con incarico di reggere l'ufficio in mancanza del titolare.

Disposizioni *fatte nel personale delle Cancellerie e Segreterie giudiziarie:*

Con Regi decreti del 9 dicembre 1897:

Ricciardi Francesco, segretario della regia procura presso il tribunale civile e penale di Sant'Angelo dei Lombardi, è incaricato di reggere la cancelleria dello stesso tribunale di Sant'Angelo dei Lombardi coll'annua indennità di lire 500.

Conti Domenico, cancelliere della pretura di Venafro, è tramutato alla 10ª pretura di Napoli.

Dalle Molle Giovanni, cancelliere della pretura di Spilimbergo, è tramutato alla pretura di Barbarano.

Fusa Anacleto, cancelliere della pretura di Barbarano, è tramutato alla pretura di Spilimbergo.

Tanchis Giovanni, cancelliere della pretura di Benetutti, è tramutato alla pretura di Fluminimaggiore.

Manconi Antonio, cancelliere della pretura di Fluminimaggiore, è tramutato alla pretura di Benetutti.

Bologna Luigi, cancelliere della pretura di Cavarzere, è tramutato alla pretura di Chioggia.

Rossi Giovanni, cancelliere della pretura di Loreo, è tramutato alla pretura di Cavarzere.

Giannini Alceste, cancelliere della pretura di Vico Pisano, sospeso dall'esercizio delle sue funzioni, è richiamato in servizio, dal 1° gennaio 1898, ed è tramutato alla pretura di Sant'Angelo Lodigiano.

Tintisona Marco, cancelliere della pretura di Segni, è tramutato alla pretura di Valentano.

Sbraccia Francesco, cancelliere della pretura di Valentano, temporaneamente applicato al Ministero di grazia e giustizia e dei culti, è tramutato alla pretura di Segni, continuando nella detta applicazione.

Giaccari Antonio, vice cancelliere della 6ª pretura di Roma, è incaricato di reggere la cancelleria della pretura di Segni, durante l'assenza del titolare.

Alcini Ludovico, vice cancelliere della 4ª pretura di Roma, è incaricato di reggere il posto di cancelliere della pretura di Casoli.

Con decreti Ministeriali del 9 dicembre 1897:

Colaizzi Benedetto, vice cancelliere aggiunto al tribunale civile e penale di Macerata, è, a sua domanda, nominato vice cancelliere della 4ª pretura di Roma, coll'attuale stipendio di lire 1300.

La sospensione inflitta con decreto 24 luglio 1897 a Giannini Alceste, cancelliere della pretura di Vico Pisano ed ora a quella di Sant'Angelo Lodigiano, è limitata dal 26 luglio 1897 a tutto il 24 settembre stesso anno.

Con Regi decreti del 16 dicembre 1897:

Barducci Pompeo, vice cancelliere del tribunale civile e penale di Firenze, è incaricato di reggere la cancelleria del tribu-

nale civile e penale di Rocca San Casciano, durante l'assenza del titolare e con l'annua indennità di lire 300.

Asdente Pietro, cancelliere della pretura di Taggia, è, in seguito di sua domanda, collocato a riposo ai termini dell'articolo 1, lettera *a* del testo unico delle leggi sulle pensioni civili e militari, a decorrere dal 1° gennaio 1898.

Mammone Giovanni, segretario della Regia procura presso il tribunale civile e penale di Lanciano, è tramutato alla Regia procura presso il tribunale civile e penale di Spoleto.

Nocelli Giuseppe, segretario della Regia procura presso il tribunale civile e penale di Spoleto, è tramutato alla Regia procura presso il tribunale civile e penale di Lanciano.

Vitagliano Antonio, cancelliere della pretura di Bisacquino, è tramutato alla pretura di Montemaggiore Belsito.

Magno Giuseppe, cancelliere della pretura di Montemaggiore Belsito, è tramutato alla pretura di Bisacquino.

Tedaldi Felice, cancelliere già titolare della pretura di Cossato, in aspettativa per motivi di salute fino al 30 novembre 1897 e pel quale fu lasciato vacante il posto alla pretura di Benevagienna, è, in seguito di sua domanda, collocato a riposo, ai termini dell'art. 1, lettera *b* del testo unico delle leggi sulle pensioni civili e militari, a decorrere dal 1° dicembre 1897.

Con decreti Ministeriali del 17 dicembre 1897:

Franchi Cristoforo, vice cancelliere aggiunto al tribunale civile e penale di Velletri, in aspettativa per motivi di salute fino al 31 dicembre 1897, è, in seguito a sua domanda, richiamato in servizio presso lo stesso tribunale civile e penale di Velletri, a decorrere dal 1° gennaio 1898.

Magnoliverio Ettore, vice cancelliere della pretura di Castiglione del Lago, in servizio da oltre dieci anni, è in seguito a sua domanda, collocato in aspettativa per motivi di salute per tre mesi a decorrere dal 1° dicembre 1897, coll'assegno pari alla metà del suo stipendio.

Con Regi decreti del 19 dicembre 1897:

Rocca Antonio, cancelliere del tribunale civile e penale di Sulmona, in servizio da oltre dieci anni, è in seguito di sua domanda, collocato in aspettiva per motivi di salute per un mese a decorrere dal 1° gennaio 1898, coll'assegno pari alla metà del suo stipendio.

Grimaldi Carlo, cancelliere della pretura di Rivalta Bormida, è tramutato alla pretura di Sezzè, a sua domanda.

Mignone Carlo, cancelliere della pretura di Sezzè, è tramutato alla pretura di Rivalta Bormida, a sua domanda.

Accardo Domenico, cancelliere della pretura di Ploaghe, è tramutato alla pretura di Mogoro.

Magliona Antonio, cancelliere della pretura di Mogoro, è tramutato alla pretura di Ploaghe.

Corabi Tommaso, cancelliere della pretura di San Demetrio Corone, è tramutato alla pretura di Cropalati.

Gualtieri Serafino, cancelliere della pretura di Cropalati, è tramutato alla pretura di San Demetrio Corone.

Falletti Tommaso, cancelliere della pretura di Busca, è tramutato alla pretura di Alba.

Lancia Cesare, cancelliere della pretura di Alba, è tramutato alla pretura di Busca.

Pucci Tommaso, cancelliere della pretura di Caulonia, è tramutato alla pretura di Tropea.

Con decreti Ministeriali del 19 dicembre 1897:

Pisano Antonio, vice cancelliere della pretura di Calatafimi, temporaneamente applicato alla 1ª pretura urbana di Roma, è tramutato alla pretura di Casoli, continuando nella detta applicazione.

Buffa Salvatore, vice cancelliere della pretura di Vittoria, è tramutato alla pretura di Calatafimi.

Aprile Pietro, vice cancelliere della pretura di Naso, è tramutato alla pretura di Vittoria.

Cortada Antonino, eleggibile agli uffici di cancelleria e segreteria dell'ordine giudiziario, è nominato vice cancelliere della pretura di Naso, coll'annuo stipendio di lire 1300.

Caruso Francesco, vice cancelliere della pretura di Siracusa, è nominato vice-cancelliere aggiunto al tribunale civile e penale di Siracusa, coll'attuale stipendio di lire 1300.

Bonajuto Concetto, vice-cancelliere aggiunto al tribunale civile e penale di Siracusa, è nominato vice cancelliere della pretura di Siracusa, coll'attuale stipendio di lire 1300.

Pappalardo Salvatore, vice cancelliere della pretura di Mazzarino, è tramutato alla pretura di Terranova di Sicilia, a sua domanda.

Accardi Morello Stefano, eleggibile agli uffici di cancelleria e segreteria dell'ordine giudiziario, è nominato vice-cancelliere della pretura di Mazzarino, coll'annuo stipendio di lire 1300.

Bianchini Giuseppe, vice-cancelliere della pretura di Pergola, è, a sua domanda, nominato vice-cancelliere aggiunto al tribunale civile di Macerata, coll'attuale stipendio di lire 1300.

Mecozzi Romoo, eleggibile agli uffici di cancelleria e segreteria dell'ordine giudiziario, è nominato vice-cancelliere della pretura di Pergola, coll'annuo stipendio di lire 1300.

Arossa Francesco, sostituto segretario della Regia procura presso il tribunale civile e penale di Ferrara, è nominato vice cancelliere aggiunto al tribunale civile e penale di Acqui, coll'attuale stipendio di lire 1300.

Disposizioni *fatte nel personale dei notari:*

Con decreto ministeriale del 16 dicembre 1897:

È concessa al notaro Conflenti Giuseppe una proroga sino a tutto il 29 aprile 1898 per assumere l'esercizio delle sue funzioni nel Comune di Castel Madama.

Disposizioni *fatte nel personale dei Consigli notarili:*

Con decreto Ministeriale del 14 dicembre 1897:

Sono accettate le dimissioni presentate dal Consiglio notarile di Vigevano. Il Consiglio medesimo è dichiarato sciolto e le relative attribuzioni, fino alla sua ricomposizione, saranno esercitate dal presidente del tribunale civile o da un giudice da lui delegato.

MINISTERO DEL TESORO

Direzione Generale del Debito Pubblico

Rettifica d'intestazione (2ª *Pubblicazione*).

Si è dichiarato che le rendite seguenti del Consolidato 5 0|0 inscritte sui registri della Direzione Generale cioè: NN. 685355 — 685356 — 685357 e 685358 di L. 10 caduna a favore il

1° di Ponte Vittoria fu Filippo, vedova Ghione *Batta*, domiciliata in Asti (Alessandria).

2° di Ghione Luigia fu *Battista*, minore,
3° di Ghione Lucia fu *Battista*, minore,
4° di Ghione Rocco fu *Battista*, minore,
sotto la patria potestà della madre Ponte Vittoria, vedova Ghione, domiciliata in Asti (Alessandria),

furono così intestate per errore occorso nelle indicazioni date dai richiedenti all'Amministrazione del Debito Pubblico, mentrechè dovevano invece intestarsi a

1° Ponte Vittoria fu Filippo, vedova Ghione *Carlo detto Battista*, ecc. ecc.

2° Ghione Luigia fu Carlo, detto Battista, minore etc. etc. c. s.
3° id. Lucia id. id. id.
4° id. Rocco o Rocco Giuseppe id. id. id.
veri proprietari della rendita stessa.

A termini dell'articolo 72 del Regolamento sul Debito Pubblico, si diffida chiunque possa avervi interesse che, trascorso un mese dalla prima pubblicazione di questo avviso, ove non siono state notificate opposizioni a questa Direzione Generale, si procederà alla rettifica di dette iscrizioni nel modo richiesto.

Roma, il 13 dicembre 1897.

Il Direttore Generale
G. DURANDI.

Avviso per smarrimento di ricevuta (2ª *Pubblicazione*).

È stato denunziato a questa Direzione Generale lo smarrimento della ricevuta N. 114 rilasciata il 14 settembre 1897 dalla Intendenza di Finanza di Brescia ai N. 1049 di protocollo e 18800 di Posizione al sig. Galasi Giuseppe fu Giovanni per il deposito di un Certificato del Consolidato 5 0/0 N. 1103900 per la rendita di L. 50, intestata al detto Galasi con godimento dal 1° luglio 1897.

Si diffida chiunque possa avervi interesse che, trascorso il termine di cui all' art. 334 del Regolamento 8 ottobre 1870 n. 5942 senza che siasi notificata a questa Direzione Generale alcuna opposizione si provvederà per la consegna dei nuovi titoli a chi di diritto senza l'obbligo di restituzione della suddetta ricevuta che si riterrà di nessun valore.

Roma, il 13 dicembre 1897.

Per il Direttore Generale
ZULIANI.

MINISTERO DI AGRICOLTURA, INDUSTRIA E COMMERCIO

Essendo sospetto fillosserato il Comune di Tropea, provincia di Catanzaro, è stato con decreto odierno esteso a detto Comune il divieto di esportazione di talune materie indicate alle lettere *a*, *b*, *c*, del testo unico delle leggi antifillosseriche.

CONCORSI

IL MINISTRO DELLE FINANZE

Veduto il Regolamento per il personale degli uffici finanziari e per l'ordinamento degli uffici direttivi, approvato col Regio decreto 29 agosto 1897 n. 512.

Determina:

Art. 1.

È aperto il concorso per esami a numero otto posti di Segretario di ragioneria di ultima classe nel Ministero delle Finanze, che avrà luogo, in quanto alle prove scritte, presso il Segretariato Generale del Ministero medesimo nei giorni 10, 11 e 12 marzo 1898.

Art. 2.

Le domande di ammissione al concorso, in carta da bollo da lire una, dovranno essere presentate, per la via gerarchica, non più tardi del 10 febbraio 1898, corredate dello stato di servizio autenticato dal Direttore Capo della Ragioneria del Ministero, o dall'Ispettore Compartimentale del Catasto, secondo che il concorrente trovasi addetto all'Amministrazione Centrale, o ad una delle Ispezioni Compartimentali del Catasto.

I Vice Segretari di ragioneria, di classe inferiore alla prima, i quali nel periodo che intercede tra la data del presente decreto ed il 10 febbraio 1898, giorno della chiusura del concorso, non contino almeno sei anni di servizio, dovranno allegare alla domanda anche l'originale diploma di laurea.

Roma, il 21 dicembre 1897.

Pel Ministro
ARCOLEO.

MINISTERO DELLA ISTRUZIONE PUBBLICA

AVVISO DI CONCORSO

Colle norme prescritte dal Regolamento universitario, approvato col R. decreto 26 ottobre 1890 n. 7337, è aperto il concorso per professore ordinario alla cattedra di storia antica nella R. Università di Padova.

Le domande, in carta bollata da L. 1,20, ed i titoli indicati in appositi elenchi, dovranno essere presentati al Ministero della pubblica istruzione non più tardi del 20 aprile 1898.

Ogni domanda inviata dopo quel giorno sarà considerata come non avvenuta.

Non sono ammessi lavori manoscritti.

Le pubblicazioni e gli elenchi dovranno, possibilmente, essere in numero di copie bastevoli a farne la distribuzione ai componenti la Commissione esaminatrice.

Roma, li 10 dicembre 1897.

Il Ministro
2 CODRONCHI.

AVVISO DI CONCORSO

Colle norme prescritte dal Regolamento universitario, approvato col R. decreto 26 ottobre 1890 n. 7337, è aperto il concorso per professore straordinario alla Cattedra di Geodesia teoretica nella R. Università di Napoli.

Le domande, in carta bollata da L. 1,20, e i titoli indicati in appositi elenchi, dovranno essere presentati al Ministero della pubblica istruzione non più tardi del 30 aprile 1898.

Ogni domanda inviata dopo quel giorno sarà considerata nulla e come non avvenuta.

Non sono ammessi i lavori manoscritti.

Le pubblicazioni e gli elenchi dovranno, possibilmente, essere in numero di copie bastevoli a farne la distribuzione ai componenti la Commissione esaminatrice.

Roma, 12 dicembre 1897.

Il Ministro
2 CODRONCHI.

MINISTERO DI AGRICOLTURA, INDUSTRIA E COMMERCIO

Relazione *sul concorso per il posto di professore di Storia del commercio e di Storia politica presso la R. Scuola superiore di commercio in Bari.*

La Commissione invitata a giudicare i titoli presentati dai concorrenti ha adempiuto al proprio mandato nei giorni decorsi dal 15 al 24 corrente. Costituita definitivamente nelle persone dei sigg. Gerolamo Boccardo e Giacomo Malvano, senatori del Regno, Maggiorino Ferraris, deputato al Parlamento, Bonaldo Stringher, direttore generale del Tesoro e Salvatore Cognetti de Martiis, professore nella Università di Torino, essa elesse a presidente il senatore Boccardo e a relatore il prof. Cognetti de Martiis. Le funzioni di segretario furono tenute dal sig. ing. Livoni Enrico, segretario nella IIª Divisione, sez. IIIª al Ministero di Agricoltura, Industria e Commercio.

I concorrenti furono dieci originariamente; si ridussero poi a nove pel ritiro d'uno di loro.

Eccone i nomi insieme alla rispettiva enumerazione dei titoli accademici e didattici.

1. Bigoni prof. Guido, titolare di Storia e Geografia nel R. Liceo Colombo in Genova. È laureato in legge e in lettere; nel concorso speciale bandito nell'agosto 1889 per cattedre liceali di storia e geografia conseguì i pieni voti assoluti, e tenne nell'anno 1893 un corso di conferenze sulla storia del commercio nella R. Scuola superiore d'applicazione agli studi commerciali in Genova.

2. Carabellese dott. Francesco, professore reggente di storia e geografia nel R. Liceo di Monteleone. Ha la laurea in lettere, il diploma di archivista paleografico, il diploma di magistero con dichiarazione di attitudine speciale all'insegnamento della Storia e il certificato dell'esame di lingua tedesca dato nella Sezione di Filosofia e Filologia nel R. Istituto di studi superiori pratici e di perfezionamento.

3. Damiani Francesco. È laureato in leggi.

4. Garofalo prof. Francesco Paolo. È laureato in lettere, insegna storia e geografia nel R. Liceo Spedalieri di Catania.

5. Giannelli Francesco. Conseguì la licenza della R. Scuola superiore di commercio di Bari nel 1895 e la licenza liceale nel 1896.

6. Macry Correale prof. Francesco. È laureato in Filosofia, in Leggi e in Lettere. Ha certificato di lodevole insegnamento di Storia e Geografia nel Liceo pareggiato di Bitonto, di Storia e Lingua italiana nella Scuola tecnica di Bitonto, di Filosofia e lettere italiane nel Liceo pareggiato di Cefalù, di Lingua francese, Matematiche e Geografia nel Ginnasio comunale di Nicotera; ha tenuto la direzione del Ginnasio Convitto comunale di Nicotera e della Scuola tecnica pareggiata di Milazzo con l'insegnamento, in quest'ultima scuola, della Lingua italiana e dei Diritti e Doveri. Fu classificato « secondo » nella graduatoria del concorso alle cattedre di Pedagogia nelle Scuole normali.

Insegna attualmente nella Scuola normale maschile di Bari.

7. Manzi prof. Luigi. Titolare di Storia e Geografia nel R. Istituto tecnico di Reggio di Calabria. Sostenne nel 1881 con approvazione l'esame di Economia Politica nell'Università di Napoli, frequentò negli anni 1879 e 1880 le lezioni di Archeologia nella medesima Università, riportandone un certificato di assiduità, diligenza e profitto, rilasciato dal prof. de Petro.

8. Sandalli prof. Isidoro. Reggente di Geografia commerciale nella Scuola di applicazione di studi commerciali in Genova. Ottenne con esito distinto l'attestato assolutorio nel Pubblico Corso Superiore d'insegnamento commerciale (Fondazione Revoltella) in Trieste e una borsa biennale dal Curatorio della medesima Fondazione per dedicarsi alla pratica delle cose commerciali nella città di Havre. Fu professore di merceologia nella R. Scuola di commercio con Banco Modello in Bari e incaricato del medesimo insegnamento quando la Scuola fu ricostituita con la denominazione di Scuola superiore di Commercio. Ha patente di maestro nelle lingue francese e tedesca e tenne nel 1884 la supplenza dell'insegnamento dell'inglese nella predetta Scuola. Ebbe il secondo posto nella graduatoria pel concorso al posto di vicedirettore del Museo commerciale di Milano.

9. Zanelli dottor Agostino, professore titolare di Storia nel R. Liceo di Pistoia. È laureato in lettere e filosofia, ha il diploma del Corso di perfezionamento seguito presso la Sezione di Filosofia e Filologia nel R. Istituto di Studi superiori pratici e di perfezionamento.

Fu, in seguito a concorsi, professore di Storia nel Liceo di Cagliari, e di Storia e Geografia nell'Istituto tecnico di Porto Maurizio. Ottenne giudizio assai favorevole nel Concorso alla cattedra di Italiano e Storia presso la R. Accademia Navale. È Socio dell'Ateneo di Brescia.

Le pubblicazioni presentate dai concorrenti e costituenti i loro titoli scientifici sono enumerate in apposito elenco allegato alla presente Relazione (Allegato *A*).

Intorno ai meriti e alle attitudini dei concorrenti furono espresse le seguenti considerazioni nelle quali sono riassunti ed amalgamati i giudizi de' singoli Commissari (V. Alleg. al Verbale della adunanza dei 23 novembre).

Segni non dubbi di soda preparazione e di molta e buona coltura furono notati nelle pubblicazioni del *Bigoni*. Ottimo capitolo di Storia del Cristianesimo il volume su Ipazia Alessandrina, pregevole per sufficienza di critica, eletta ed appropriata erudizione, acutezza di osservazione, quantunque si desideri una maggiore euritmia nelle parti che lo costituiscono, all'intento di una più spiccata e precisa raffigurazione del soggetto principale in mezzo a quella dell'ambiente sociale così vario e agitato in cui fu più forte il cozzo tra l'ellenismo soccombente e l'irruente giovinezza del cristianesimo. Anche il libro sulla fine della Repubblica di Genova fu trovato un buon capitolo sulla moderna storia italiana, scritto con metodo corretto e ben coordinato nella tessitura, sicchè riesce un quadro efficace delle circostanze in mezzo alle quali si spense la gloriosa Repubblica ligure. Le « Istituzioni politiche » pubblicate nella « Terra » del prof. Marinelli fanno eccellente testimonianza della coltura del Bigoni in Diritto Pubblico, essendo, una sobria esposizione compendiosa ma nitida delle norme fondamentali del regime politico. Un indizio di particolare idoneità alla trattazione storica della attività commerciale de' popoli è fornito dalla prolusione sui Fenici, che può considerarsi come un promettente capitolo del Corso libero di storia del commercio tenuto dal Bigoni in Genova.

Così da queste come dalle altre pubblicazioni storiche del concorrente si hanno prove eccellenti della sua competenza nel magistero della storia sociale in genere e de' particolari rami della medesima. E la sua lettera al De Leva è bel documento della sua perizia didattica.

Tra le pubblicazioni del Carabellese emergono quelle sulla Peste di Firenze del 1348, sulle relazioni commerciali tra la Puglia e Venezia, sulla condizione de' poveri a Firenze ne' secoli XIV e XV.

Assai pregevoli di per sè stesse, esse mostrano nel loro autore l'attitudine a cimentarsi con successo ne' lavori storici di lunga lena e una speciale abilità nelle ricerche d'Archivio, adoperate a mettere in luce lo stato sociale delle popolazioni sotto l'azione d'un dato regime politico amministrativo. La bontà del metodo, la esposizione accurata e bene ordinata se pur non sempre limpida e precisa, lo spirito acuto nelle osservazioni, equo ne' giudizi, sono pregi notevoli del concorrente e ne fanno ampia fede anche i suoi minori lavori di ricerca, come quelli sul libro de' mercanti italiani alle fiere di Sciampagna, sul bilancio di un'accomandita di Casa Medici in Puglia e le recensioni delle opere storiche italiane e straniere.

Nel volumetto di storia dell'arte sono compendiate accuratamente e messe bene in ordine le notizie raccolte dalle migliori fonti. È la lettera al prof. Villari, non senza mende di stile e di perspicuità, indica le serie qualità didascaliche del Carabellese e il savio criterio a cui è informato il suo insegnamento.

Il Damiani presenta un Saggio storico critico sul commercio degli antichi, che è una frettolosa compilazione condotta, su testi nè recenti nè speciali, e una Conferenza intitolata « L'ordine ideale e l'idea del progresso » ove l'indeterminatezza dei concetti è rispecchiata da un linguaggio impreciso e vago, specialmente quando lo scrittore espone le proprie idee sul tema del suo discorso.

Nelle pubblicazioni del Garofalo tre le quali spiccano lo studio sugli Allobrogi e l'altro sulla immigrazione celtica nella penisola iberica, si notano caratteristiche di soda, larga e fresca erudizione, ma non escono dalla cerchia degli studi archeologici e quindi non affidano sulla idoneità del concorrente in materia di storia commerciale politica.

Anche la recensione della tesi di laurea del Maston concor-

nente il commercio antico de' Marsigliesi non è sufficiente titolo per argomentare cotesta idoneità, massime riguardo al commercio medioevale e moderno.

Nè in questo giovano meglio al Giannelli i due suoi lavori di storia commerciale, per quanto i titoli de' medesimi ne indichino la stretta connessione con l'oggetto principale del concorso.

In verità il Trattato di storia del commercio è una compilazione non felice di lezioni udite a scuola e contiene rilevanti e molteplici inesattezze. La illustrazione, ad es., dell'editto di Diocleziano è fatta non sulla scorta del Blummer e del Mommsen, ma su quella del Moreau de Jannès, si confonde riguardo a Venezia, la storia de'Monti con quella delle Banche; si espone impropriamente quella del Banco genovese di S. Giorgio e così via. In quanto alla monografia sulla politica commerciale italiana, è magra compilazione derivata da fonti indirette e da una leggera raffigurazione delle vicende esteriori della nostra legislazione doganale senza coglierne bene le caratteristiche ne' diversi periodi della sua esistenza.

Le pubblicazioni del *Macry Correale* sono tutte estranee alla materia del concorso, eccetto forse, dal punto di vista didattico, l'opuscolo sull'insegnamento della Storia ne' Licei. Da esso però niun indizio è fornito circa la competenza del concorrente nel magistero della storia sia commerciale sia politica.

Sul Manzi e i suoi lavori si ha un giudizio nella relazione sul concorso che per questa medesima cattedra della Scuola di Bari fu tenuto nel 1888. Le pubblicazioni da lui allora presentate furono giudicate notevoli sotto il riguardo della ricerca eudita, non così dal punto di vista tecnico. E in questo giudizio consente l'attuale Commissione, notando anche segni di scarsa cultura economica specialmente nel saggio sulle crisi agrarie e commerciali presso i Romani, e deficienza di que' sussidi che la moderna filologia fornisce per la retta e proficua intelligenza dei testi antichi relativi alla agricoltura, alla industria e al commercio.

De' due libri posteriori al 1888, quello sui moti rivoluzionari d'Aquila e Reggio Calabria è una cronistoria diligente, narrata con cura utilizzando documenti pregevoli, le bozze del quaderno riassuntivo di storia orientale greca e romana contengono una serie di appunti senza particolari pregi nè sotto l'aspetto narrativo nè sotto l'aspetto critico.

Il Sandali non ha presentato alcuna pubblicazione.

La maggior parte delle pubblicazioni dello Zanelli concerne la Storia politica e meritano tra queste speciale considerazione quelle sulla legazione di Liutprando, sul Conclave del 1730, su Brescia sotto la signoria di Filippo Maria Visconti. Il concorrente in questi e negli altri numerosi suoi lavori, rivela attitudine a usar bene le fonti, espone con ordine, chiarezza e garbo. Nel saggio riguardante Brescia è messo bene in luce tutto quanto concerne il carattere economico del regime.

Utile contributo alla storia economica italiana del Medio Evo è la breve monografia sulle leggi santuarie pistoiesi. Notevole è quella più estesa, sulle Schiave Orientali a Firenze, buona se non esauriente illustrazione d'un traffico che pareva dovesse essere reso impossibile dalla legge emancipatrice del 1289.

Nell'insieme delle pubblicazioni del concorrente notasi dottrina più estesa che forte, nè occorrono indizi sicuri dell'attitudine ad elevarsi a quei concetti e giudizi che colgono le riposte ragioni de' fatti e le illustrano sagacemente e con pienezza d'effetto.

Da cotesta esposizione de' pareri intorno ai meriti dei candidati risulta che il Bigoni e il Carabellese si raccomandano a preferenza degli altri per i titoli che attestano la loro operosità scientifica e la idoneità didattica; e tra i due va innanzi il Bigoni più provetto nell'arringo degli studi e dell'insegnamento.

Vengono poscia lo Zanelli e il Manzi, i quali in diverso grado mostrano attitudini all'insegnamento storico, senza fornire prove speciali delle medesime riguardo alla storia commerciale. Gli altri candidati non affidano in ordine alla idoneità richiesta dall'indole e dallo scopo del concorso.

In coerenza di tali risultanze dell'esame dei titoli, la Commissione procedette alla votazione a scrutinio segreto sulla eleggibilità di ciascun candidato per sì e per no.

E l'esito della votazione fu il seguente:

Bigoni Guido	cinque	SI	(unanimità)
Carabellese Francesco . .	cinque	SI	(unanimità)
Damiani Francesco	cinque	NO	(unanimità)
Garofalo Francesco. . . .	cinque	NO	(unanimità)
Giannelli Francesco . . .	cinque	NO	(unanimità)
Macry-Correale Francesco .	cinque	NO	(unanimità)
Manzi Luigi, quattro SI, un NO			(maggioranza)
Zanelli Agostino.	cinque	SI	(unanimità)
Sandalli Isidoro	cinque	NO	(unanimità)

Furono dunque dichiarati eleggibili i concorrenti Bigoni, Carabellese e Zanelli ad unanimità di voti, il concorrente Manzi a maggioranza di 4 voti sopra 5.

I predetti eleggibili furono graduati a voti palesi nel modo che segue:

Primo	Bigoni. . . .	a voti unanimi
Secondo	Carabellese. .	a voti unanimi
Terzo	Zanelli . . .	a voti unanimi
Quarto	Manzi. . . .	a voti unanimi

Finalmente furono, sempre a voti palesi, attribuiti a ciascuno dei 4 candidati eleggibili i punti di merito relativo com' è indicato qui appresso:

Bigoni . . .	quarantacinque su cinquanta	45|50
Carabellese. .	quarantatre su cinquanta	43|50
Zanelli . . .	trentotto su cinquanta	38|50
Manzi. . . .	trentaquattro su cinquanta	34|50

Adunque la Commissione designa unanime per il posto di professore di Storia del Commercio nella R. Scuola superiore di Commercio di Bari il prof. Guido Bigoni, e qualora questi non la occupasse, propone subordinatamente il prof. Francesco Carabellese.

Roma, 24 novembre 1897.

G. Boccardo, *presidente*.
G. Malvano.
M. Ferraris.
B. Stringher.
S. Cognetti de Martiis, *relatore*.

IL PRIMO PRESIDENTE
della Corte di appello degli Abruzzi

Veduti gli art. 3, 4 e 5 del R. decreto 15 aprile 1897, n. 135;
Veduto il dispaccio ministeriale del 23 dicembre volgente, div. 6ª sez. 1ª, n. 21353-131;
Sentito il sig. procuratore generale del Re;

Decreta:

Nel distretto della Corte di appello degli Abruzzi è aperto l'esame di concorso per numero quindici posti di alunno gratuito di cancelleria e segreteria.

Gli aspiranti dovranno presentare la domanda di ammissione all'esame al presidente del tribunale civile e penale, nella cui giurisdizione risiedono, non più tardi del giorno venti gennaio 1898, corredandola di tutt'i documenti prescritti dal n. 1 al n. 7 dell'art. 3 del sopracitato decreto del 15 aprile 1897, n. 135.

L'esame è scritto, ed avrà luogo presso i singoli tribunali, innanzi al comitato, nei giorni 1 e 2 febbraio 1898, alle ore 9. Nel primo giorno verserà su la composizione italiana e su l'aritme-

tica; nel secondo su le nozioni elementari di procedura civile e penale, su l'ordinamento giudiziario e su i relativi regolamenti, e non potrà durare più di sei ore per ciascun giorno.

Si dovrà inoltre dare saggio di buona calligrafia.

Dato in Aquila, dal palazzo della Corte di appello, addì 23 dicembre 1897.

Pel Primo Presidente
LADO Presidente di Sezione

Il Cancelliere
T. FABRIZI.

PARTE NON UFFICIALE

DIARIO ESTERO

La stampa estera si occupa quasi esclusivamente delle faccende dell'Estremo Oriente.

I giornali russi sono molto espliciti nei loro apprezzamenti.

Il *Novoie Wremja* si scaglia contro il Giappone e lo invita a non dimenticare che la Russia non possiede una squadra navale soltanto nell'Estremo Oriente, ma anche in altri mari e quindi non ha paura delle ridicole minaccie che vengono da Tokio e Yokohama. Il diario in parola esorta il governo giapponese a considerare che la Russia, occupando Port-Arthur, non ha punto oltrepassato la sua sfera d'azione.

« E quand'anche, conchiude la *Novoje Wremja*, si volesse cavillare per questo atto semplice, pacifico ed assolutamente inoffensivo del governo russo e fare una protesta la quale non ci farebbe nè caldo nè freddo, noi risponderemmo ragionalmente che il governo cinese, cedendo Port-Arthur alla Russia non ha fatto altro che imitare quanto fece il Giappone in passato. »

La *Petersburger Zeitung* esprime il convincimento che le Potenze, compresa l'Inghilterra si convinceranno del buon diritto della Russia di occupare Port-Arthur.

La *Wiedomosti* di Pietroburgo si limita a dire che alla Russia, spetta la supremazia nell'Estremo Oriente e l'avrà, a dispetto dell'Inghilterra o del Giappone.

***

Il linguaggio della stampa inglese continua a tradire l'emozione prodotta in tutta l'Inghilterra dal colpo di mano della Russia che il *Daily News* qualifica come l'espressione di un disegno profondamente meditato e diretto alla conquista del più grande mercato commerciale del mondo, cioè della China.

Il *Times* continua la sua campagna contro la Russia e la Germania, alle quali attribuisce disegni fatali per l'Inghilterra, e domanda una azione energica del Governo inglese, per assicurare all'Inghilterra per lo meno un dominio incontrastato nelle provincie centrali della China.

Lo *Standard* ed il *Telegraph* accennano anche essi alla necessità di un'azione energica della squadra inglese nell'Estremo Oriente, per non restare a bocca asciutta nell'agape fraterna russo-tedesca.

Il *Morning Post* domanda la rapida occupazione di Port-Lazarew.

Il *Daily Chronicle* si limita ad una semplice esposizione dei fatti ed a criticare la condotta *titubante* ed *indecisa* del governo inglese, di fronte ad avvenimenti, il cui riverbero nella storia è forse di un'importanza senza pari.

***

L'ufficiosa *Norddeutsche Allgemeine Zeitung*, di Berlino, commentando gli ultimi avvenimenti nell'Estremo Oriente, scrive:

« Alcuni giornali tedeschi espressero l'opinione che l'occupazione di Port-Athur e di Kiao-Ciau da parte dei russi e dei tedeschi segni il principio dello smembramento dell'Impero chinese. Per quanto è possibile far previsioni sull'ulteriore svolgimento della questione, non v'è finora alcun motivo che autorizzi a ritenere fondata quella supposizione.

« Se l'occupazione di Hong-Kong da parte degli inglesi e la conquista di vasti territori al mezzogiorno della China fatta dalla Francia, non hanno avuto alcuna conseguenza per l'esistenza dell'Impero Celeste, non si può comprendere come l'occupazione e la presa di possesso di Port-Arthur e di Kiaociau possano avere l'effetto che da qualcuno si vuol ascrivere a questi due fatti. Del resto, considerata l'attuale situazione politica, è facile comprendere come nessuna Potenza europea si mostri disposta ad assumere la difese dagli interessi della China in una forma che potesse condurre alle più gravi conseguenze ».

***

Si ha per telegrafo da Costantinopoli, 23 dicembre, che il giorno appresso dovevano incominciare i negoziati tra i delegati turchi e greci per la conclusione dei trattati speciali che devono servire di appendice al trattato di pace.

***

Lo *Stanaard* ha da Costantinopoli che gli Ambasciatori hanno elaborato un progetto per il riordinamento di Creta, il qual progetto conterrebbe i seguenti punti: Nomina di un governatore provvisorio; assunzione di un prestito di 6 milioni da garantirsi con gl'introiti doganali; formazione di un corpo di gendarmeria; istituzione di un'assemblea costituente i cui membri dovrebbero venir nominati dalle Potenze.

Questa assemblea verrebbe convocata per elaborare un progetto di costituzione autonoma, alla cui testa starebbe un governatore cristiano nominato per 5 anni e confermato dal Sultano. L'assemblea costituente dovrebbe ancora preparare la convocazione di un'assemblea nazionale, alla quale spetterebbe il potere legislativo in tutta la sua pienezza; al governatore sarebbe riservato il supremo potere esecutivo. Creta diverrebbe una provincia autonoma e neutrale dell'Impero ottomano.

***

In un banchetto offerto a Valence sur Rhone all'ex-Presidente del Consiglio di Francia, sig. L. Bourgeois, questi pronunciò un discorso in cui attaccò fortemente il Governo per l'allenza da esso stretta con i reazionari clericali e monarchici.

Il sig. Bourgeois invitò i repubblicani ad unirsi stretta-

mente per combattere questa alleanza che minaccia di riuscir fatale alle istituzioni repubblicane ed alla prosperità della patria. L'ex-Ministro espresse infine la speranza che i repubblicani vorranno riconoscere il pericolo recato da così ibridi aggruppamenti ed espose quindi le riforme che urge attuare, come, per esempio, provvide leggi per la tutela dell'operaio, una diversa distribuzione delle imposte e la revisione della Costituzione.

NOTIZIE VARIE

ITALIA

Monumento a Carlo Alberto. — Il Comitato esecutivo per il monumento al Re Carlo Alberto per il periodo di tempo durante il quale ha luogo il concorso d'arte, e ciò dal 24 dicembre al 31 gennaio p. v., ha la sua sede nel palazzo dell'Esposizione delle Belle Arti in via Nazionale, e l'ufficio di segreteria è aperto ogni giorno dalle ore 9 alle 12 antimeridiane e dalle 2 alle 5 pomeridiane.

La premiazione al Museo Artistico Industriale. — Ieri mattina al nostro Museo Artistico Industriale a Capo le Case, ebbe luogo la premiazione degli alunni che col passato anno scolastico, fecero progressi negli studi.

Presenziavano S. E. il Sotto-Segretario di Stato per l'Agricoltura, Industria e Commercio, vari assessori, autorità scolastiche ed artisti e numerosissimi altri invitati che molto gustarono gli studi esposti, testimonianza degli ingegni che dirigono il Museo e ne frequentano i corsi.

Prima della premiazione, lesse la relazione dell'anno scolastico 1896-97 il segretario del Consiglio direttivo, comm. Erculei Raffaele, e il prof. Fabi-Albini, presidente, lesse un indirizzo di ringraziamento alle autorità e agli intervenuti alla geniale cerimonia.

Dalla relazione si apprese che gli alunni frequentanti la scuola furono 563, nella scuola di decorazione pittorica; 18 nella scuola di plastica per le industrie decorative; 7 nella scuola di applicazione di metalli.

Benemeriti dell'istruzione elementare. — È stata concessa la medaglia di argento pei benemeriti dell'istruzione elementare al maestro Tamborini Giuseppe; quella di bronzo alle maestre Cotto Maria, De Ambrosi Silvia, Fuginoli Giulia e al maestro Lonardi Luigi.

Croce Rossa italiana. — Le signore Annie Hamilton e e Bowlby hanno fatto pervenire al presidente della Croce Rossa italiana a mezzo del colonnello Needham addetto militare all'ambasciata d'Inghilterra in Roma, la somma di L. 411 per i feriti nell'ultima guerra d'Africa.

Cambi doganali. — Il prezzo del cambio pei certificati di pagamento dei dazi doganali è stato fissato per oggi, 27 dicembre, a lire 104,78.

Il prezzo del cambio che applicheranno le dogane del Regno nella settimana dal 27 dicembre 1897 a tutto il 2 gennaio 1898, per i daziati non superiori a L. 100, pagabili in biglietti, é fissato in L. 104,80.

Marina mercantile. — Il giorno 24 il piroscafo *Po*, della N. G. I., da Duez proseguì per Massaua, ed il piroscafo *Bormida*, pure della N. G. I., giunse a Bombay; i piroscafi *Nord America* e *Duchessa di Genova*, della Veloce, partirono il primo da Montevideo ed il secondo da Las Palmas, entrambi per Genova.

Elezioni politiche. — *Collegio di Noto.* - Risultato definitivo.

Inscritti 2600. Votanti 2142. — Il marchese Carlo di Rudinì ebbe voti 2132.

Voti dispersi 10. — Eletto Rudinì.

ESTERO

Il bilancio della Svizzera pel 1898. — Il progetto di bilancio che sarà tra breve sottoposto all'Assemblea federale, calcola l'entrate effettive a 91,375,000 franchi e le spese a 89,340,000, risultandone una eccedenza di fr. 2,035,000.

Nel bilancio del 1897 l'entrate erano previste in fr. 84,970,000 e le spese in fr. 83,935,000, con una eccedenza di fr. 1,085,000. In realtà la eccedenza pel 1897 risulterà alla chiusura dei conti molto più elevata.

Come si vede, tanto l'entrate quanto le spese sono in continuo aumento anche nella Svizzera: pel 1898 sono cresciute le une e le altre da 6 a 7 milioni di franchi.

Il bilancio federale, una volta così modesto, cresce via via, a misura che la centralizzazione compie la sua opera, tanto che poco tarderà a superare i 100 milioni. Anche là è il bilancio militare quello che più tende ad allargarsi: la provisione nel 1898 segna per esso una somma di 25 1[2 milioni, cioè più di una quarta parte della spesa totale.

L'alcool in Inghilterra. — Il consumo dell'alcool in Inghilterra, secondo una recente statistica, durante l'anno scorso, è salita a 5 litri per ogni abitante, donne e fanciulli compresi.

Il totale del gettito dei diritti sull'acquavite, pure nello stesso anno, è giunto a quasi diciassette milioni: mezzo milione di più dell'anno precedente.

Queste cifre sono troppo eloquenti per credere interamente alla sobrietà degli inglesi, predicata, pur troppo, invano da tante Società di temperanza.

TELEGRAMMI

(AGENZIA STEFANI)

CAIRO, 24. — I Dervisci lasciarono Shendy e Metemmeh ed ora marciano contro l'esercito egiziano. Il loro obbiettivo sarebbe Berber.

PARIGI, 24. — Gl'indigeni dell'Algeria soffrono la carestia, in seguito al cattivo raccolto.

Le autorità prendono misure per provvedervi.

CAIRO, 24. — Gli ausiliari indigeni della guarnigione di Cassala che passarono recentemente al servizio egiziano, attaccarono di sorpresa, il 22 corr. la posizione dei Dervisci ad El Fasher sull'Atbara. Ne cacciarono i Dervisci, infliggendo loro perdite sensibili ed impadronendosi di quella posizione con grande quantità di bestiame, di cammelli e di provvigioni.

Tra i morti dei Dervisci vi sono due Emiri.

Le truppe ausiliarie indigene hanno inoltre circondato la posizione dei Dervisci ad Osubri.

ATENE, 26. — L'*Ethniki-Hetairia* pubblica un opuscolo che contiene documenti, i quali provano un accordo con Delyanni per provocare la guerra greco-turca.

ATENE, 26. — Mentre la cannoniera ellenica *Actium* lasciava il golfo di Ambracia, dal forte di Prevesa le fu tirata contro una cannonata. L'*Actium* ed altre cannoniere che la seguivano, dovettero tornare indietro.

Il Governo ellenico ha telegrafato al suo Ministro a Costantinopoli, Maurocordato, perchè chieda spiegazioni amichevoli alla Porta sull'incidente.

MASSAUA, 26. — Ieri, a mezzodì, Cassala è stata consegnata agli Egiziani. 450 ascari regolari e 150 uomini delle bande sono passati al loro servizio.

Il maggiore Samminiatelli, con gli ufficiali e la truppa italiana ed il rimanente della truppa indigena, si è avviato verso Sabderat, d'onde proseguirà per Cheren domani.

CHICAGO, 26. — Un incendio distrusse il *Coliseum*, dove si teneva un'Esposizione.

Vi sono nove morti e quaranta feriti.

CIVITAVECCHIA, 26. — Alle ore 9, è giunta la corvetta austriaca *Frundsberg*, proveniente da Gaeta e comandata dal capitano di fregata Alessandro Toppo.

In giornata il comandante si recherà a far visita al Console, cav. Tommaso Alibrandi ed alle autorità locali.

La *Frundsberg* si tratterrà qui sette giorni.

L'AVANA, 26. — Vi fu una dimostrazione contro il regime autonomo dinanzi agli uffici del *Diario della Marina*. La polizia disperse i dimostranti senza incidenti.

MADRID, 26. — Il generale Weyler dirigerà domani, in forma d'Indirizzo, una protesta alla Regina-Reggente contro il Messaggio del Presidente degli Stati Uniti, Mac Kinley.

La protesta è redatta in termini rispettosissimi.

LONDRA, 27. — Un grande incendio è scoppiato nel quartiere operaio di Bethnal-Green.

Una donna e nove fanciulli sono rimasti morti.

L'incendio ha prodotto gravi danni.

LA CANEA, 27. — Gli ammiragli presero misure per respingere gli attacchi contro i cordoni militari, rinforzarono gli avamposti ed aumentarono la sorveglianza sulle vie di comunicazioni colle città.

BUDAPEST, 24. — La riunione popolare convocata dalla frazione Kossuth contro il progetto di sistemazione provvisoria delle questioni delle Dogane e della Banca è completamente fallita. Gli organizzatori della riunione vedendo che i socialisti avevano la maggioranza dichiararono la riunione sciolta, provocando grida contro Kossuth.

La folla poi si disperse.

OSSERVAZIONI METEREOLOGICHE

fatte nel R. Osservatorio del Collegio Romano

Il dì 25 Dicembre 1897

Il barometro è ridotto al zero. L'altezza della stazione è di metri 50,60.

Barometro a mezzodì. 766.8

Umidità relativa a mezzodì. 35

Vento a mezzodì . . . . Nord debolissimo.

Cielo. . . . . sereno.

Termometro centigrado. . . . . . { Massimo 7.°2 / Minimo 1.°6 sotto zero

Pioggia in 24 ore: — —

25 dicembre 1897:

In Europa pressione a 776 Sofia, Hermanstadt; 751 Bodo.

In Italia nelle 24 ore: barometro quasi ovunque alzato; temperatura irregolarmente variata; qualche pioggia nelle Isole; brinate e gelate sul continente.

Stamane: cielo sereno versante centrale Mediterraneo e Sardegna, nebbioso al N, coperto o nuvoloso altrove; pioggia a Catania.

Barometro: 774 Milano, Belluno; 773 Porto Maurizio, Modena, Pesaro, Venezia; 771 Livorno, Roma, Napoli, Messina, Lecce; 770 Sassari, Palermo, Catania; 769 Siracusa.

Probabilità: venti deboli a freschi settentrionali; cielo nebbioso al N e versante Adriatico, vario o coperto altrove.

BOLLETTINO METEORICO

DELL'UFFICIO CENTRALE DI METEOROLOGIA E GEODINAMICA

Roma, 25 dicembre 1897.

STAZIONI	STATO DEL CIELO ore 8	STATO DEL MARE ore 8	Temperatura Massima	
			Massima	Minima
			nelle 24 ore preceden	
Porto Maurizio	coperto	calmo	11 0	0 5
Genova	$^1/_4$ coperto	calmo	8 2	1 0
Massa Carrara	sereno	calmo	8 4	— 0 1
Cuneo	sereno	—	1 2	— 4 0
Torino	nebbioso	—	— 2 8	— 4 6
Alessandria	—	—	—	—
Novara	nebbioso	—	— 1 5	— 4 6
Domodossola	$^1/_4$ coperto	—	1 3	— 4 4
Pavia	nebbioso	—	— 1 3	— 3 4
Milano	nebbioso	—	— 0 4	— 3 9
Sondrio	$^1/_4$ coperto	—	1 6	— 3 5
Bergamo	$^1/_2$ coperto	—	1 8	— 3 5
Brescia	nebbioso	—	— 2 0	— 6 4
Cremona	coperto	—	— 2 3	— 3 5
Mantova	nebbioso	—	— 0 1	— 4 0
Verona	nebbioso	—	3 6	— 5 2
Belluno	$^3/_4$ coperto	—	1 5	— 6 5
Udine	$^1/_2$ coperto	—	4 2	— 2 2
Treviso	sereno	—	4 2	— 3 0
Venezia	sereno	calmo	4 5	— 3 1
Padova	sereno	—	3 7	— 5 9
Rovigo	coperto	—	4 4	— 5 3
Piacenza	nebbioso	—	— 2 8	— 4 0
Parma	nebbioso	—	— 1 7	— 7 0
Reggio Emilia	coperto	—	— 2 8	— 4 8
Modena	coperto	—	1 5	— 5 0
Ferrara	nebbioso	—	— 0 5	— 3 7
Bologna	nebbioso	—	— 2 2	— 6 8
Ravenna	—	—	—	—
Forlì	coperto	—	2 0	— 2 2
Pesaro	$^1/_2$ coperto	legg. mosso	4 5	— 0 7
Ancona	coperto	agitato	5 5	2 0
Urbino	$^3/_4$ coperto	—	1 5	— 1 2
Macerata	coperto	—	4 0	2 1
Ascoli Piceno	coperto	—	4 5	— 3 0
Perugia	sereno	—	2 6	— 1 0
Camerino	coperto	—	3 1	— 1 8
Lucca	sereno	—	—	— 0 3
Pisa	sereno	—	9 0	— 0 0
Livorno	$^1/_4$ coperto	calmo	7 2	1 5
Firenze	sereno	—	7 2	— 2 8
Arezzo	sereno	—	5 8	— 1 3
Siena	sereno	—	4 0	— 2 0
Grosseto	sereno	—	9 4	—
Roma	sereno	—	6 8	— 1 6
Teramo	coperto	—	5 0	1 6
Chieti	coperto	—	6 6	— 5 0
Aquila	coperto	—	0 8	— 5 0
Agnone	coperto	—	1 8	— 1 0
Foggia	coperto	—	6 8	2 4
Bari	coperto	calmo	8 3	2 0
Lecce	coperto	—	6 6	2 3
Caserta	$^1/_4$ coperto	—	8 0	2 4
Napoli	sereno	calmo	7 3	2 5
Benevento	coporto	—	5 0	1 1
Avellino	—	—	—	—
Salerno	$^1/_2$ coperto	—	2 1	— 2 7
Potenza	coperto	—	0 7	— 5 7
Cosenza	—	—	—	—
Tiriolo	sereno	—	7 8	— 3 0
Reggio Calabria	coperto	calmo	10 4	8 0
Trapani	coperto	legg. mosso	12 0	8 7
Palermo	coperto	legg. mosso	11 3	5 0
Porto Empedocle	$^1/_2$ coperto	legg. mosso	14 0	8 0
Caltanissetta	coperto	—	7 0	3 0
Messina	coperto	calmo	10 7	7 5
Catania	piovoso	mosso	10 0	7 6
Siracusa	coperto	mosso	13 5	9 5
Cagliari	$^1/_4$ coperto	calmo	13 0	3 0
Sassari	sereno	—	8 8	1 2

LISTINO UFFICIALE della Borsa di Commercio di Roma del dì 24 dicembre 1897.

GODIMENTO	VALORI nom.	VALORI vers.	Prezzi di Comp. fine novembre	VALORI AMMESSI A CONTRATTAZIONE IN BORSA	PREZZI CONTANTI	Cor. Med.	LIQUIDAZIONE Fine corrente	LIQUIDAZIONE Fine prossimo	Prezzi nominali	OSSERVAZIONI
1 luglio 97			99 50	RENDITA 5 % 1ª grida		— —	100,40 42 1/2		— —	—
				» » 2ª »	100,35 37 1/2	100 36 1/2			— —	—
			— —	detta in cartelle di L. 50 a 200	100,37 1/2	— —			— —	—
»			— —	detta » » 25		— —			— —	—
			— —	detta » » 10		— —			— —	—
			— —	detta » » 5		— —			— —	—
»			107 40	detta 4 1/2 %		— —			107 85	p. cont.
1 ottobre 97			— —	» » in cartelle di L. 45 a 180	107,90	— —			— —	—
»			— —	» » » 3 a 45	107,90	— —			— —	—
1 luglio 97			99 40	detta 4 %		— —			100 35	—
			— —	» » in cartelle di L. 4 a 40		— —			— —	—
			— —	detta 3 % 1ª grida		— —			— —	—
1 ottobre 97			63 —	detta 3 % 2ª »		— —			62 75	—
			— —	detta 3 % piccolo taglio	66	— —			— —	—
»			— —	Certificati sul Tesoro Emissione 1860-64		— —			102 25	—
»			— —	Obbligazioni Beni Ecclesiastici 5 % (stamp.)		— —			93 75	—
»			— —	Prestito Romano Blount 5 %		— —			102 50	—
				Valori garantiti dallo Stato.		Cor. Med.				
1 luglio 97	500	500	— —	Obbligazioni Municipio di Roma 5 %		— —			— —	—
1 ottobre 97	500	500	497 —	dette 4 % 1ª Emissione		— —			502 —	—
»	500	500	495 —	dette 4 % 2ª a 8ª emissione		— —			499 —	—
1 luglio 97	500	500	309 —	Obbligazioni Ferroviarie 3 % emissione 1887-88-89		— —			311 —	—
»	1000	1000	— —	» » Tunisi Goletta 4 % (oro)		— —			930 —	—
»	500	500	488 —	» Strade Ferrate del Tirreno		— —			488 —	—
1 luglio 97	500	500	— —	» » FF. Pontebba Alta Italia		— —			— —	—
1 ottobre 97	500	500	— —	» » FF. Sarde nuova emissione 3		— —			— —	—
»	500	500	— —	» Cr. Fond. B. Napoli (legge 17 genn. 1897)		— —			437 50	—
				Obbligazioni Municipali e Credito Fondiario.						
1 giugno 95	500	500	— —	Obbligazioni Comune di Trapani 5 %		— —			497 —	—
1 aprile 96	500	500	336 —	» Cred. Fond. Banco S. Spirito (vecchie)		— —			339 —	—
1 ottobre 97	500		424 —	» » » » » (nuove)		— —			421 50	—
»	500	500	496 —	» » » Banca d'Italia 4 %		— —			496 —	—
»	500	500	508 —	» » » » » 4 1/2 %		— —			506 —	—
»	500	500	— —	» » » Banco di Sicilia 4 %		— —			— —	—
»	500	500	— —	» » » » » 5 %		— —			— —	—
»	500	500	— —	» » » Opera di S. Paolo 5 %		— —			— —	—
»	500	500	— —	» » » » » 4 1/2 %		— —			— —	—
»	500	500	510 —	» » » dell'Istit. Italiano 4 1/2 %		— —			511 —	—
»	500	500	486 —	» » 4 %		— —			489 —	—
				Azioni Strade Ferrate.						
1 luglio 97	500	500	716 —	Az.i Ferr.e Meridionali		— —			728 —	—
»	500	500	518 —	» » Mediterranee		— —			524 —	—
1 ottobre 97	500	500	275 —	» » Secondarie della Sardegna		— —			275 —	—
1 luglio 97	500	500	— —	» » Palermo, Marsala, Trapani 1ª e 2ª emis.		— —			— —	—
»	500	500	— —	» » della Sicilia		— —			— —	—
				Azioni Banche e Società diverse.						
1 gennaio 97	800	600	825 —	Az.i Banca d'Italia		— —			838 —	—
1 gennaio 05	250	250	110 —	» Banco di Roma		— —			118 —	—
1 marzo 97	500	500	457 —	» Istituto Italiano di Credito Fondiario		— —			461 —	—
1 aprile 97	500	500	398 —	» Soc. Alti forni Fonderie ed Acciaierie in Terni		— —			425 —	—
15 ottobre 97	500	500	830 —	» » Anglo-Romana per illuminazione di Roma col gas ed altri sistemi		— —			865 —	—
1 luglio 97	500	500	1244 —	» » Acqua Marcia		— —	1250		— —	—
1 luglio 97	250	250	206 —	» » Italiana per Condotte d'acqua		— —			210 50	—
1 aprile 97	125	125	147 —	» » dei Molini e Pastificio Pantanella		— —	155 1/2		— —	—
1 giugno 97	100	100	— —	» » Telefoni ed App.i Elettriche		— —			— —	—
»	300	300	135 —	» » Generale per l'Illuminazione		— —			135 —	—
15 aprile 97	125	125	216 —	» » Anonima Tramway Omnibus		— —	218 218 1/4 218 1/2 218		— —	—
1 ottobre 90	250	250	— —	» » delle Miniere e Fonderie Antimonio		— —			— —	—
»	200	200	— —	» » dei Materiali Laterizi		— —			— —	—
30 giugno 97	300	300	358 —	» » Navigazione Generale Italiana		— —			359 —	—
1 ottobre 97	100	100	133 —	» » Metallurgica Italiana (vecchie)		— —			129 —	—
»	100	100	— —	» » » » (nuove)		— —			120 —	—
1 gennaio 97	250	250	50 —	» » della Piccola Borsa di Roma		— —			50 —	—
			— —	» » Anonima Piemontese di Elettricità		— —			— —	—
1 gennaio 93	250	250	27 50	» » Risanamento di Napoli		— —	30 3/4		— —	—

GODIMENTO	VALORI nom.	VALORI vers.	Prezzi di Comp. fine novembre	VALORI AMMESSI A CONTRATTAZIONE IN BORSA	PREZZI CONTANTI	Cor. Med.	LIQUIDAZIONE Fine corrente	LIQUIDAZIONE Fine prossimo	Prezzi nominali	OSSERVAZIONI
				Azioni Banche e Società diverse.						
1 gennaio 95	25	25	— —	Az.i Soc. di Credito e d'industria Edilizia	. . . .	— —	. . . .	. . . .	— —	—
	500	250	— —	» » Industriale della Valnerina	. . . .	— —	. . . .	. . . .	— —	—
1 aprile 97	500	500	540 —	» » redito Italiano	. . . .	— —	. . . .	. . . .	553 —	—
1 luglio 97	250	250	268 —	» Acquedotto De Ferrari-Galliera	. . . .	— —	. . . .	. . . .	273 —	—
				Azioni Società Assicurazioni.						
1 giugno 97	100	100	112 —	Az.i Fondiaria - Incendio	. . . .	— —	. . . .	. . . .	116 50	—
»	250	125	230 —	» » - Vita	. . . .	— —	. . . .	. . . .	234 50	—
				Obbligazioni diverse.						
1 aprile 96	500	500	160 —	Az.i Soc. Immobiliare	. . . .	— —	. . . .	. . . .	160 —	—
»	250	250	70 —	» » » 4 %	. . . .	— —	. . . .	. . . .	70 —	—
1 ottobre 97	500	500	— —	» » Acqua Marcia	. . . .	— —	. . . .	. . . .	521 —	—
»	500	500	— —	» » SS. FF. Meridionali	. . . .	— —	. . . .	. . . .	324 —	—
»	300	300	— —	» » FF. Palermo, Marsala, Trapani I. S. (oro)	. . . .	— —	. . . .	. . . .	— —	—
»	250	250	— —	» » FF. Sarde (Preferenza)	. . . .	— —	. . . .	. . . .	— —	—
»	250	250	120 —	» » FF. Napoli-Ottajano (5 % oro)	. . . .	— —	. . . .	. . . .	120 —	—
	500	500	— —	» » Industriale della Valnerina	. . . .	— —	. . . .	. . . .	— —	—
1 luglio 97	500	500	— —	Buoni Meridionali 6 %	. . . .	— —	. . . .	. . . .	— —	—
				Titoli a Quotazione Speciale.						
	25	25	— —	Obbligazioni prestito Croce Rossa Italiana	. . . .	— —	. . . .	. . . .	21 —	—
				Azioni di Banche e Società in Liquidazione.						
1 luglio 93	300	300	60 —	Az.i Banca Generale	. . . .	— —	. . . .	. . . .	66 —	—
1 gennaio 89	83,33	83,33	— —	» » Tiberina	. . . .	— —	. . . .	. . . .	— —	—
1 ottobre 90	500	500	— —	» » Industriale e Commerciale	. . . .	— —	. . . .	. . . .	— —	—
1 luglio 93	400	400	— —	» Soc. di Credito Mobiliare Italiano	. . . .	— —	. . . .	. . . .	— —	—
1 luglio 92	500	500	— —	» » Immobiliare	. . . .	— —	. . . .	. . . .	— —	—
1 gennaio 89	150	150	— —	» » Fondiaria Italiana	. . . .	— —	. . . .	. . . .	— —	—
1 gennaio 88	500	500	— —	» » di Credito Meridionale	. . . .	— —	. . . .	. . . .	— —	—

SCONTO	CAMBI		PREZZI FATTI 1a grida	PREZZI FATTI 2a grida	NOMINALI	Informazioni telegrafiche sul corso dei cambi trasmesse dai sindacati delle borse di FIRENZE	GENOVA	MILANO	NAPOLI	TORINO
2	Francia	90 giorni	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
	Parigi	Chèque	— —	101 75	104 20	104 77 1/2	104 80	104 80	— —	104 80
3	Londra	90 giorni	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
	»	Chèque	— —	26 42	26 23	26 24	26 45	26 44 1/2	— —	26 47
5	Vienna-Trieste	90 giorni	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
5	Germania	Chèque	— —	— —	129 85	— —	129 90	129 85	— —	129 85

Risposta dei premi . . . . 29 Dicembre
Prezzi di Compensazione . . . . . . 29 »
Compensazione . . . . 30 »
Liquidazione . . . . 31 »

Sconto di Banca 5 %
Interessi Anticipazioni 4 1/2 % fino a L. 10,000
» » 4 % oltre L. 10,000

La Commissione Sindacale:
AUGUSTO PALLADINI
UGO NATALI

Visto, Il Deputato di Borsa:
LEONE LEVI

Media dei corsi del Consolidato Italiano a contanti nelle varie Borse del Regno

23 Dicembre 1897

Consolidato 5 % 100 3070
Consolidato 3 % nominale 62 75